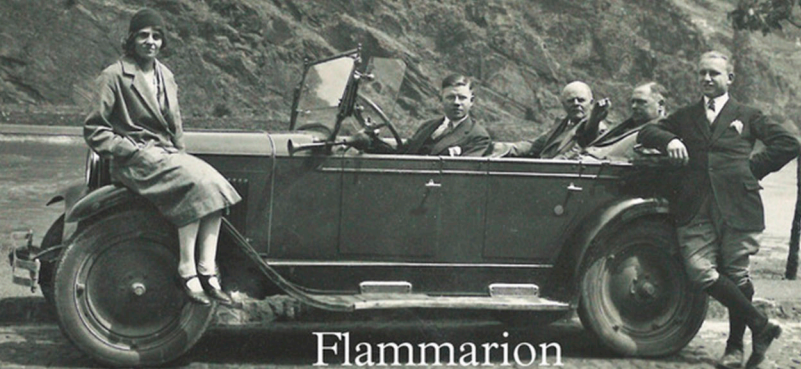


Géraldine Schwarz
Les Amnésiques

«C'étaient simplement des *Mitläufer*,
ils marchaient avec le courant.»



Flammarion

Les Amnésiques

Géraldine
Schwarz



Dans la ville allemande de Mannheim, d'où est originaire son père, Géraldine Schwarz découvre que son grand-père Karl Schwarz a acheté à bas prix en 1938 une entreprise à des juifs, les Löbmann, qui périrent à Auschwitz. Après la guerre, confronté à un héritier qui réclame réparation, Karl Schwarz plonge dans le déni de ses responsabilités de *Mitläufer*, ceux qui comme la majorité du peuple allemand ont « marché avec le courant ».

C'est le point de départ d'une enquête passionnante au fil de trois générations sur les traces du travail de mémoire qui permet aux Allemands de passer d'une dictature à une démocratie. La rencontre de son père avec sa mère, fille d'un gendarme sous Vichy, est l'occasion pour l'auteure d'aborder les failles mémorielles en France dans lesquelles s'est engouffrée l'extrême droite. En élargissant son enquête à d'autres pays, Géraldine Schwarz montre que cette amnésie menace le consensus moral en Europe.

Géraldine Schwarz est une journaliste et réalisatrice franco-allemande vivant à Berlin. Ancienne correspondante de l'AFP en Allemagne, elle collabore avec plusieurs médias internationaux et enquête depuis quelques années sur les archives des services secrets fédéraux (BND).

Flammarion

Les Amnésiques

Géraldine Schwarz

Les Amnésiques

Flammarion

© Flammarion, 2017.
ISBN : 978-2-0814-1806-6

À mes parents

I

Être ou ne pas être nazi

Je n'étais pas spécialement prédestinée à m'intéresser aux nazis. Les parents de mon père n'avaient été ni du côté des victimes, ni du côté des bourreaux. Ils ne s'étaient pas distingués par des actes de bravoure, mais n'avaient pas non plus péché par excès de zèle. Ils étaient simplement des *Mitläufer*, des personnes « qui marchent avec le courant ». Simplement au sens où leur attitude avait été celle de la majorité du peuple allemand, une accumulation de petits aveuglements et de petites lâchetés qui, mis bout à bout, avaient créé les conditions nécessaires au déroulement de l'un des pires crimes d'État organisé que l'humanité ait connu. Après la défaite et pendant de longues années, le recul manqua à mes grands-parents comme à la plupart des Allemands pour réaliser que sans la participation des *Mitläufer*, même infime à l'échelle individuelle, Hitler n'aurait pas été en mesure de commettre des crimes d'une telle ampleur.

Le Führer lui-même le présentait et prenait régulièrement la température de son peuple pour voir jusqu'où il pouvait aller, ce qui passait et ne passait pas, tout en l'inondant de propagande nazie et antisémite. La première déportation massive de juifs organisée en Allemagne qui

allait servir à sonder le seuil d'acceptabilité de la population eut justement lieu dans la région où vivaient mes grands-parents, dans le sud-ouest du pays : en octobre 1940, plus de 6 500 juifs furent déportés de Bade, du Palatinat et de la Sarre vers le camp de Gurs en France. Pour accoutumer les citoyens à un tel spectacle, les forces de l'ordre avaient veillé à sauver a minima les apparences, évitant la violence et affrétant des wagons de passagers – et non des trains de marchandises comme plus tard. Mais les responsables nazis voulaient en avoir le cœur net et savoir ce que le peuple avait dans le ventre. Ils n'hésitèrent pas à opérer en plein jour, poussant des cortèges de centaines de juifs à travers le centre-ville jusqu'à la gare, avec leurs lourdes valises, leurs mères en pleurs et leurs vieillards épuisés, cela sous les yeux de citoyens apathiques, incapables de faire preuve d'humanité. Le lendemain, les *Gauleiter* (chefs de district) firent fièrement savoir à Berlin que leur région était la première d'Allemagne à être *judenrein* (épuration de ses juifs). Le Führer dut se réjouir d'être si bien compris de son peuple : il était mûr pour « marcher avec ».

Un épisode, le seul malheureusement, avait démontré que la population n'était pas aussi impuissante qu'elle voulut le faire croire après la guerre. En 1941, la contestation de citoyens et d'évêques catholiques et protestants allemands avait réussi à interrompre le programme d'extermination des personnes handicapées mentales et physiques ou jugées comme telles, ordonné par Adolf Hitler dans le but de purger la race aryenne de ces « vies sans valeur ». Alors que cette opération secrète baptisée *Aktion T4* battait son plein, ayant déjà fait 70 000 morts gazés dans des centres spéciaux en Allemagne et en Autriche, Hitler céda face à l'indignation populaire et mit fin à son projet. Le Führer

avait compris le risque qu'il courait vis-à-vis de la population à se montrer trop ouvertement cruel. C'est d'ailleurs aussi pour cette raison que le III^e Reich déploya une énergie insensée à organiser la logistique extrêmement complexe et coûteuse du transport des juifs d'Europe et d'Union soviétique pour les exterminer loin de la vue de leurs compatriotes, dans des camps isolés en Pologne.

Mais au lendemain de la guerre, personne ou presque en Allemagne ne se posait la question de savoir ce qu'il serait advenu si la majorité n'avait pas marché *avec* le courant, mais *contre* une politique qui avait révélé assez tôt son intention de piétiner la dignité humaine comme on écrase un cafard. Avoir *marché avec le courant* comme Opa, mon grand-père, était tellement répandu que la banalité était devenue une circonstance atténuante de ce mal, y compris aux yeux des forces alliées qui s'étaient mis en tête de dénazifier l'Allemagne.

Après leur victoire, Américains, Français, Britanniques et Soviétiques avaient divisé le pays et Berlin en quatre zones d'occupation où chacun s'était engagé à éradiquer les éléments nazis de la société, avec la collaboration de chambres arbitrales allemandes. Ils avaient fixé quatre degrés d'implication dans les crimes nazis, dont les trois premiers justifiaient théoriquement l'ouverture d'une enquête judiciaire : les « incriminés majeurs », les « incriminés », les « incriminés mineurs » (*Hauptschuldige, Belastete, Minderbelastete*), et les *Mitläufer*. Selon la définition officielle, ce dernier désignait « celui qui n'a pas participé plus que nominalement au national-socialisme » en particulier « les membres du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) [...] qui se contentaient de payer les cotisations et de participer aux réunions

obligatoires [...] ». En réalité, en Allemagne qui comptait 69 millions d'habitants dans ses frontières de 1937, les *Mitläufer* étaient bien plus nombreux que le cercle des huit millions de membres du NSDAP et des millions d'autres qui avaient rejoint des organisations affiliées. Beaucoup d'Allemands qui avaient acclamé le national-socialisme n'avaient pas pour autant adhéré au parti. Ma grand-mère par exemple, qui n'avait pas sa carte, était plus attachée à Adolf Hitler que mon grand-père qui, lui, l'avait. Mais les Alliés n'avaient pas le temps de se pencher sur une telle complexité. Ils avaient déjà bien assez à faire avec les incriminés, mineurs et majeurs, soit la multitude de hauts fonctionnaires qui avaient donné des ordres criminels dans ce labyrinthe bureaucratique qu'était le III^e Reich, et tous ceux qui les avaient exécutés, parfois avec un zèle infâme.

De simples membres du parti nazi comme mon grand-père, classé « *Mitläufer* » par les Alliés, s'en sortirent quasiment indemnes. Sa seule punition fut de se voir privé du contrôle de sa petite entreprise de produits pétroliers Mineralölgesellschaft Schwarz & Co. confiée durant quelques années à un gestionnaire mandaté par les autorités alliées. Il aurait probablement aussi eu quelques difficultés à occuper un poste de fonctionnaire s'il l'avait souhaité. Sa fille, ma tante Magda, croit se souvenir qu'il avait été condamné à « casser des pierres », mais, étrangement, mon père n'en a aucun souvenir et ne doute pas que, dans le cas peu probable d'une telle condamnation, mon grand-père ne se soit arrangé pour s'épargner une telle corvée, « rusé comme il était ». Lui a plutôt en mémoire que son père n'a jamais fait de meilleures affaires que pendant cette période de privation de travail, en se révélant être un commerçant bien plus débrouillard sur

le marché noir que sur le marché légal. Il se souvient qu'il y avait toujours sur la table des Schwarz du vin, de la viande, des œufs et des pommes, des produits dont beaucoup avaient oublié jusqu'au goût dans l'Allemagne ruinée de l'après-guerre. Cette divergence de souvenirs entre les deux enfants de Karl Schwarz tient peut-être au fait que l'une était aussi attachée à son père que l'autre en était éloigné.

Bien sûr, on ne pouvait pas jeter en prison les huit millions de membres du NSDAP, et tout d'abord parce qu'il n'y avait pas assez de place derrière les barreaux. Ensuite, parce que les Alliés avaient besoin d'eux pour faire fonctionner le pays, surtout que les fonctionnaires avaient été particulièrement nombreux à adhérer. Mais ce calcul eut pour conséquence qu'à peu de chose près les *Mitläufer* furent traités de la même manière que ceux qui avaient résisté au nazisme, mené des activités politiques clandestines, aidé des juifs et même tenté d'assassiner Hitler et de renverser son gouvernement. Communistes, sociaux-démocrates, syndicalistes, religieux, militaires, nobles et autres avaient été actifs dans une myriade de petits groupes distincts de résistance qui ne s'étaient jamais unis et qui représentaient une petite minorité de la société allemande.

Ces héros allemands furent ignorés, alors que leurs témoignages auraient pu faire réfléchir le peuple sur les effets de sa propre apathie. C'est le contraire qui se produisit : longtemps, leurs sacrifices furent considérés comme une trahison par les Allemands, qui les marginalisèrent sur la scène politique. En revanche, beaucoup de ceux qui auraient largement mérité d'être exclus de la société et emprisonnés, au vu de leurs responsabilités dans les

crimes du Reich, réussirent à passer au travers des mailles bien trop lâches du filet tendu par les Alliés. Pour cela, il n'y avait qu'à se faire passer pour un *Mitläufer* en falsifiant quelques papiers et en payant de faux témoins à décharge, dont les autorités alliées vérifiaient rarement l'authenticité, en partie parce qu'elles étaient submergées par l'ampleur de la tâche, mais aussi parce que, rapidement, leur motivation se mit à fléchir.

Mannheim, où vivaient mes grands-parents, l'une des plus grandes villes du Bade-Wurtemberg, se trouvait dans la zone américaine du sud-sud-ouest qui comprenait le nord du Bade-Wurtemberg, la Bavière et la Hesse, ce à quoi s'ajoutait le sud-ouest de Berlin et au nord le *Land* de Brême, précieux pour sa situation stratégique sur la mer du Nord. Les Américains avaient une bonne réputation, et ma tante Magda a gardé une image d'eux « toujours avec le sourire, en bonne santé au volant de leur Jeep, ce qui apportait un peu de gaieté » dans l'ambiance funeste de l'Allemagne d'après guerre. Pourtant, leur commandant, le futur président des États-Unis, Dwight D. Eisenhower, n'était pas très optimiste et estimait qu'il faudrait au moins cinquante ans de rééducation intensive pour former les Allemands à des principes démocratiques. De tous les Alliés, les Américains s'appliquèrent avec le plus de rigueur à dénazifier leur zone, du moins au début. Dès la première année, plus de 40 % des fonctionnaires furent licenciés et 1,4 million d'Allemands remplirent une liste de plus de 130 questions censées donner une indication de leur degré de complicité avec le régime et de leur niveau d'endoctrinement idéologique. En tout, 3,67 millions d'habitants de la zone américaine avaient été membres du NSDAP, parmi lesquels mon grand-père.

À sa mort, en 1969, mon père chercha partout dans les papiers de Karl Schwarz des traces de la carte et des insignes du parti, sans succès. Lors de l'annonce de l'entrée des Alliés à Mannheim en mars 1945, il avait dû, comme beaucoup de ses compatriotes, jeter dans les flammes du fourneau de la cuisine ces preuves compromettantes, ainsi que les drapeaux nazis qu'on avait coutume d'exhiber aux balcons les jours de fête, et qui sait, un portrait du Führer qu'il avait accroché dans son bureau pour avoir la paix ou que ma grand-mère conservait dans un tiroir par attachement. C'était peine perdue, car les chefs locaux du NSDAP avaient pris leurs jambes à leur cou sans se soucier le moins du monde de détruire le registre des membres du parti à Mannheim, que les Américains trouvèrent intact à leur arrivée.

Mais Karl n'avait pas tout fait disparaître. Dans ses affaires, mon père trouva un dessin héraldique des plus étranges : un heaume de chevalier sur fond de végétaux noir et or derrière lesquels un animal imaginaire fait irruption, un croisement de chèvre et de cerf aux cornes et aux sabots rouges, dont le cou est transpercé d'une flèche de la même couleur. En dessous est inscrit le nom de Schwarz dans une calligraphie complexe, la date de 1612 et ce texte : « Les origines de cette famille bourgeoise aux lignes florissantes en Souabe et en Franconie sont à trouver à Rothenburg. » Sous le national-socialisme, la généalogie était très en vogue et avait même obtenu un statut de science au service du régime, lequel avait besoin d'apporter à ses théories raciales vaseuses un crédit qu'aucune science sérieuse ne pouvait lui fournir. Ce dessin n'ayant aucune valeur légale sous l'Allemagne nazie, mon grand-père devait détenir un autre document indispensable pour entrer au NSDAP, qu'il avait dû détruire : un certificat

d'aryanité particulièrement poussé et détaillé, pour lequel il fallait réunir quantité de justificatifs censés prouver les origines aryennes du candidat et de son conjoint au moins depuis 1800. Que Karl Schwarz ait en sus, sans y être contraint, fait dessiner à l'encre et à l'aquarelle ce motif héraldique me laisse perplexe. Mon grand-père n'était pas un national-socialiste convaincu, il était trop épris de liberté pour cela. « Il l'a peut-être accroché dans les bureaux de sa société, aussi lorsqu'un client ou un fonctionnaire nazi passait par là, il posait moins de questions et le laissait tranquille », dit mon père. Dans les années trente, des rumeurs circulaient en Allemagne sur des commerçants soupçonnés de dissimuler leurs origines juives, nourrissant une atmosphère de paranoïa et de délation, au point que certains en venaient à publier des annonces dans les journaux pour démentir tout lien avec le judaïsme. Opa n'a pas brûlé son aquarelle après la guerre. « Je pense que ce dessin lui plaisait, car il donne l'illusion d'une glorieuse lignée. Et mon père avait parfois des rêves de grandeur. » Par certains égards, Karl Schwarz était un homme de son temps.

Je n'ai pas retrouvé de copie du questionnaire de dénazification de mon grand-père, mais il dut le remplir car un courrier des autorités d'occupation indique qu'elles surent très vite qu'il avait été membre du parti. Les questionnaires étaient ensuite examinés et les personnes suspectées d'être plus impliquées étaient renvoyées devant l'une des quelque centaines de chambres arbitrales allemandes de la zone américaine. Je doute que mon grand-père ait été entendu. Quoi qu'il en soit, comme les Américains n'avaient pas trouvé assez de juges allemands « propres » tant était grande la complicité des juristes avec le national-socialisme, et s'étaient résignés à recruter parmi

la vieille garde, Karl Schwarz n'aurait pas eu grand-chose à craindre. D'autant plus que les prémices d'une nouvelle guerre, froide cette fois-ci, commençaient à détourner l'attention des Américains vers un nouvel ennemi, l'Union soviétique. À la rigueur des débuts succéda un bâclage des mesures de dénazification avec l'objectif d'en finir au plus vite pour accélérer la reconstruction de l'Allemagne de l'Ouest, située à la lisière du territoire communiste ennemi.

Contrairement aux Américains, les Britanniques ne montrèrent jamais d'intérêt réel pour la dénazification dans leur zone du nord-ouest qui incluait Hambourg, la Basse-Saxe, la Rhénanie du Nord-Westphalie, le Schleswig-Holstein ainsi que le secteur ouest de Berlin. Ils se contentèrent de remplacer les élites mais se montrèrent souvent conciliants surtout lorsque l'accusé était une figure de l'élite économique du Reich, comme Günther Quandt. Quandt n'était pas un national-socialiste convaincu, mais un opportuniste qui adhéra au NSDAP peu après la victoire écrasante de ce dernier aux législatives de mars 1933 et commença dès lors à le soutenir financièrement. À cette proximité financière s'ajoutait un lien familial puisque la deuxième épouse de l'industriel, Magda Ritschel, dont il était divorcé après la naissance de leur fils Harald, avait épousé en décembre 1931 le futur ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, une union dont le Führer avait été le témoin. Même s'il entra en conflit avec Goebbels à cause de la question de la garde de son fils, sa loyauté envers Hitler se révéla payante, car Quandt amassa une fortune colossale en devenant l'un des plus grands fournisseurs de l'industrie militaire nazie. Il exploita une cinquantaine de milliers de travailleurs forcés, des prisonniers

de guerre et des détenus des camps de concentration « prêtés » à bas prix par le Reich, pour compenser l'absence massive de main-d'œuvre due à la mobilisation des hommes sur le front. En 1946, les Américains arrêtrèrent Quandt mais ce dernier échappa au tribunal de Nuremberg grâce aux Britanniques qui « omirent » de transmettre des documents le concernant aux Américains et poussèrent le ridicule jusqu'à le classer officiellement *Mitläufer* alors qu'il méritait la catégorie I : « incriminés majeurs ». En janvier 1948, les Américains, qui se gardèrent d'enquêter plus amplement, le libérèrent. Peu après, l'armée britannique s'empessa de faire des affaires avec ce spécialiste de l'armement en lui passant des commandes massives. Car Quandt était un oiseau rare. Il produisait des équipements que le monde entier enviait, des batteries spéciales pour les torpilles sous-marines, et tout particulièrement la batterie unique pour l'« arme magique » développée par les nazis pendant la guerre, et qui suscitait l'admiration de leurs ennemis : le V2, le premier missile balistique opérationnel créé par l'homme, à l'origine des missiles intercontinentaux et du vol spatial. Après la guerre, la famille Quandt, aujourd'hui propriétaire entre autres du constructeur automobile BMW, resta longtemps plongée dans le déni des origines suspectes de sa fortune jusqu'à ce qu'en 2007, la sortie d'un documentaire la force à faire la lumière sur le passé.

Quant aux Français, dont la zone, la plus petite, englobait le sud du Bade-Wurtemberg, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre et le nord-ouest de Berlin, eux aussi s'étaient rapidement rendu compte des avantages à se montrer indulgents à l'égard d'industriels qui, en retour de cette générosité, leur livraient des armes. De manière générale, les Français avaient acquis la réputation d'être

la puissance d'occupation la plus magnanime envers les anciens responsables nazis. Le fait que la France avait étroitement coopéré avec le III^e Reich et que son administration après la guerre était encore truffée d'anciens collaborateurs de Vichy qui redoutaient que les accusations contre les nazis ne se retournent contre eux a certainement pesé sur cette mansuétude. En revanche, les Français étaient craints pour leurs agissements envers la population locale. Invités de dernière minute à la table des vainqueurs malgré leur collaboration avec le Reich, ils se comportèrent en véritable force d'occupation, confisquèrent les appartements pour loger les instituteurs, ingénieurs, fonctionnaires français et réquisitionnèrent de la nourriture en abondance, tandis que beaucoup d'Allemands vivaient dans les caves, la faim au ventre et sans charbon pour se chauffer. Il y eut même des viols en série et des pillages.

Dans les trois zones alliées de l'Ouest, au 31 décembre 1949, huit mois après la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA), des 2,5 millions d'Allemands interrogés, seuls 1,4 % avaient été classés comme « incriminés » ou « incriminés majeurs ».

Dans la zone soviétique, qui comprenait les cinq *Länder* les plus à l'est, la Thuringe, la Saxe-Anhalt, la Saxe, le Brandebourg et le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale ainsi que l'est de Berlin, les mesures de dénazification visaient non seulement les nazis, mais aussi les « indésirables » dont on souhaitait se débarrasser, des détracteurs du nouveau régime que l'occupant tentait d'instaurer sur le modèle soviétique. Cependant, les anciens nazis avaient davantage à craindre dans cette zone que dans les autres, car avec les Soviétiques ils ne pouvaient pas prétendre

avoir pris leur carte du parti par opposition au bolchevisme, un argument qui avait un certain poids à l'Ouest. Aussi, certains préféraient fuir l'Est, d'autant plus que les conditions de détention y étaient infâmes, les Soviétiques ayant interné environ 50 000 présumés nazis et « indésirables » dans les anciens camps de concentration du Reich, où au moins 12 000 détenus périrent.

En mars 1948, les Soviétiques avaient déjà chassé de leurs fonctions plus de 520 000 anciens membres du NSDAP, en particulier dans l'administration et surtout dans la justice, où il fallut rapidement remplacer le personnel. En moins d'un an, de nouveaux juges et procureurs proches des organisations communistes furent « formés » et c'est sous leur autorité que s'ouvrit une série de procès expéditifs baptisés les *Waldheimer Prozesse* en 1950, après la création de la République démocratique allemande (RDA). En deux mois, plus de 3 400 personnes accusées d'avoir commis des crimes comparurent, en général sans assistance juridique, devant ces juges et ces procureurs inexpérimentés qui tranchaient en moins d'une demi-heure, le jugement étant déjà fixé d'avance dans le but d'obtenir un maximum de peines, sans distinguer entre *Mitläufer* et incriminés. Plus de la moitié des accusés furent condamnés à entre quinze et vingt-cinq ans de prison, 24 furent exécutés.

Certes, il y avait eu les grands procès. En novembre 1945 s'était ouvert à Nuremberg un procès contre 24 hauts responsables du III^e Reich devant un tribunal militaire international sous l'autorité des quatre puissances alliées. « L'idée de traiter la guerre et les atrocités commises en son nom non plus comme de la politique [...], mais comme un crime pour lequel des politiciens et des

militaires de haut rang peuvent être tenus responsables » était inédite, analyse le juriste Thomas Darnstädt, auteur d'un livre sur la question. Les grandes lignes avaient été développées en amont à Washington sous l'autorité du juge Robert H. Jackson. Les Soviétiques, craignant d'être eux aussi accusés de crimes à cause des exactions de l'Armée rouge et du pacte de non-agression conclu avec Hitler en 1939, exigeaient que la juridiction pénale internationale de Nuremberg ne s'applique qu'aux puissances de l'Axe. Le juge Jackson refusa : « Nous ne sommes pas disposés à fixer des normes envers autrui que nous ne serions pas prêts à appliquer à nous-mêmes. » Les Britanniques négocièrent un compromis : les normes pénales devaient être valables pour tout État mais le tribunal de Nuremberg ne serait compétent que pour les crimes des nazis. Plus de 2 000 personnes furent mobilisées pour préparer le procès, éplucher au moins une partie des kilomètres d'archives laissées par un régime ultra-bureaucraté. Un an après l'ouverture du procès de Nuremberg, le verdict tomba : douze accusés furent condamnés à mort par pendaison, dont le numéro deux du Reich Hermann Göring, le ministre des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop, le dernier chef du puissant ministère de la sécurité RSHA Ernst Kaltenbrunner, le chef du haut commandement des forces armées Wilhelm Keitel, le fondateur du journal antisémite *Der Stürmer* Julius Streicher et l'ancien idéologue du parti et ministre des Territoires occupés de l'Est Alfred Rosenberg ; trois, dont Rudolf Hess, l'ancien adjoint de Hitler, furent condamnés à la prison à vie et deux autres, Albert Speer, architecte et ministre de l'Armement, et Baldur von Schirach, chef des *Hitlerjugend* (« Jeunesses hitlériennes »), à une peine de vingt ans de

prison. Quatre organisations – le NSDAP, la Gestapo, les SS et le SD – furent classées « organisations criminelles ».

Dans la continuité de Nuremberg, toujours dans le double objectif de punir et de comprendre les rouages complexes de cette machine criminelle, les Américains organisèrent, cette fois sous leur seule juridiction, douze procès sur trois ans – 185 personnes comparurent devant des tribunaux militaires américains : médecins, membres de la SS et de la police, industriels, chefs militaires et politiques. Au total, 24 accusés furent condamnés à mort et 20 à la réclusion criminelle à perpétuité. Parallèlement, l'indignation de l'opinion américaine face aux images des camps de concentration qui commençaient à circuler dans les médias décida les États-Unis à instaurer un tribunal militaire dans l'enceinte du camp de concentration de Dachau pour juger le personnel dirigeant des six camps situés dans la zone américaine, dont Dachau et Buchenwald. Plus de 1 500 accusés furent condamnés dont plusieurs centaines à la peine de mort et 279 à la prison à vie.

Ces procès démontraient une volonté de la part des Alliés, surtout des Américains, de ne pas laisser impunis les crimes nazis. Ils permirent de déterminer un « nouvel ordre du monde par le droit » selon les termes de Robert Jackson et de définir un crime d'une nouvelle nature : le crime contre l'humanité. Mais à court terme, ils n'eurent pas les effets escomptés, ni à l'international ni en Allemagne. Le juge Jackson avait surtout mis en avant l'inculpation de « crime contre la paix » et de « complot » selon l'idée qu'« une bande de gangsters avait pris le contrôle de l'État ». Cet angle nourrit une légende qui allait être longue à démonter par la suite : celle que les violences nazis étaient le résultat d'un plan secret élaboré par un petit

groupe de dirigeants autour de Hitler, qui avaient distribué des ordres à des personnes ignorant pour la plupart qu'elles collaboraient à une entreprise criminelle. Un autre problème majeur était que les Allemands, dont une majorité pourtant souhaitait que les hauts dirigeants du Reich soient jugés, perçurent ces procès comme une *Siegerjustiz*, une justice de vainqueurs aspirant à se venger. D'ailleurs, au cours du procès de Nuremberg, certains juristes soulignèrent le problème que posait un tribunal où les vainqueurs jugent les vaincus et où la partialité impose le silence sur les crimes de guerre des Alliés : la collaboration de Vichy, les bombardements américano-britanniques massifs contre les civils allemands, les atrocités commises par l'Armée rouge dans les territoires orientaux du Reich, les bombes atomiques lâchées par les États-Unis sur le Japon.

Mais l'un des grands échecs du procès fut d'avoir ignoré le génocide des juifs, ce délit n'existant pas alors. « Même face à ce crime incomparable des nazis, un tabou du droit international demeurerait : celui de l'ingérence dans les "affaires internes" d'un État souverain », or les crimes contre les juifs allemands étaient considérés comme tel, estime Thomas Darnstädt. Seuls les crimes contre les juifs à l'étranger furent pris en compte, et juste après la guerre, beaucoup de choses étaient encore mal connues.

L'impact de ces procédures fut d'autant plus limité qu'au début de 1951, le nouveau haut-commissaire de la zone américaine en Allemagne, John McCloy, jeta le discrédit sur les procès contre les nazis menés sous juridiction américaine en amnistiant à tour de bras, et en priorité les grands industriels allemands. Parmi les heureux élus figurait Friedrich Flick, condamné à sept ans de prison

en 1947. Généreux soutien du parti NSDAP, il avait bâti son empire d'armement en rachetant des entreprises juives très fructueuses à un quart de leur valeur, voire moins, en faisant main basse sur des mines de charbon dans les territoires occupés et en exploitant plus de 60 000 travailleurs forcés, dont une dizaine de milliers étaient morts. Les conditions de travail dans les usines Flick étaient si catastrophiques que même une commission d'enquête nazie s'était indignée après en avoir visité une à Essen en décembre 1942. Jusqu'à sa mort en 1972, Friedrich Flick refusa de verser un centime d'indemnité aux travailleurs forcés et c'est seulement sous la pression de l'opinion publique que ses héritiers finirent par payer dans les années 2000.

La générosité de John McCloy profita également à Alfried Krupp von Bohlen und Halbach, fils de Gustav von Bohlen und Halbach et de Bertha Krupp, l'héritière d'un empire d'armement. Gustav Krupp, président de la Fédération de l'industrie allemande au moment de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, refusa d'abord de s'allier à lui. Mais face aux résultats économiques du gouvernement nazi qui en peu de temps réussit à redresser l'Allemagne du marasme dans lequel la crise mondiale de 1929 l'avait plongée, il finit par céder, contre l'avis de sa femme Bertha, qui, lorsque le Führer leur rendait visite, disait à son personnel : « Allez voir en bas jusqu'où nous sommes tombés. » Gustav Krupp initia même un Fonds de donations de l'économie allemande pour Adolf Hitler, qui rapporta plus de 700 millions de Reichsmarks au NSDAP jusqu'à la fin de la guerre. Une partie de la famille Krupp était opposée à ce ralliement que Gustav avait affiché ostensiblement en exhibant un drapeau à croix gammée sur le fronton de sa maison à Essen. Le conflit familial

et le déclin moral des Krupp ont inspiré le splendide film de Luchino Visconti *Les Damnés* (1969). Le fils du patriarche Alfried, qui reprit les rênes de l'empire en 1943, ne faisait pas partie de la fronde. Au contraire, il avait même devancé son père dans son soutien aux nazis en adhérant en tant que « mécène » à la SS dès 1931. En plus de la livraison de matériel militaire indispensable à la guerre de Hitler, la société Krupp exploita des travailleurs forcés ; 520 femmes « louées » au camp de concentration de Buchenwald furent contraintes de fondre de l'acier à longueur de journée sous des températures suffocantes et au contact de produits extrêmement nocifs qu'elles devaient manipuler sans protections. Une fois amnistiés, Flick et Krupp récupérèrent l'ensemble de leur fortune et de leur empire et continuèrent à s'enrichir grâce au miracle économique allemand des décennies d'après guerre.

Le haut-commissaire McCloy amnistia également l'ensemble du directoire de l'une des entreprises allemandes les plus impliquées dans la Shoah, le géant de la chimie IG Farben dont le gaz Zyklon B servit à gazer des millions de personnes. Comme d'autres sociétés allemandes telle Siemens, IG Farben fit construire une dépendance près d'Auschwitz, le camp de Buna, pour pouvoir profiter de la main-d'œuvre gratuite à proximité. Entre 1942 et 1945, des dizaines de milliers de détenus d'Auschwitz travaillèrent comme des esclaves à Buna. L'espérance de vie y était de quelques mois, en accord avec le programme d'« extermination par le travail » du Reich envers les juifs. Régulièrement, des SS venaient échanger les détenus morts ou faibles, jugés « inutilisables » par les médecins du camp, contre de nouvelles recrues plus ou moins « fraîches ». Les « inutilisables » étaient gazés à Auschwitz. Après la guerre, la société IG

Farben fut démantelée. John McCloy réduisit par ailleurs les peines de bourreaux aux mains souillées de sang qui avaient commandé de vastes massacres à l'Est, participé à l'extermination des juifs et exécuté des prisonniers en masse.

Le haut-commissaire avait en quelque sorte légitimé l'impunité. Dans son sillage, les autorités allemandes de la jeune RFA à leur tour libérèrent peu à peu la plupart des condamnés nazis. À la fin des années cinquante, très peu de criminels nazis étaient encore sous les verrous en Allemagne.

McCloy justifiait sa politique par une vision : l'Allemagne allait jouer à l'avenir un rôle important comme puissance européenne, aussi fallait-il absolument l'aider à se relever économiquement. Une préoccupation pour le moins empreinte d'ironie lorsque l'on sait que les États-Unis ne se privèrent pas pour mettre la main sur les plus grands scientifiques allemands après la guerre et volèrent des innovations technologiques d'une valeur considérable. Depuis le début du XX^e siècle, les performances spectaculaires des scientifiques allemands étaient enviées de par le monde. Entre 1900 et 1945, 38 prix Nobel en sciences avaient été attribués à des Allemands. Pendant la même période, la France en avait reçu 16, la Grande-Bretagne 23 et les États-Unis 18. La défaite du Reich était l'occasion pour ces derniers pays de s'emparer d'un savoir technologique qui leur manquait.

Ainsi, dans le cadre de l'opération américaine *Paperclip*, des milliers de scientifiques furent exfiltrés d'Allemagne, discrètement, pour éviter que ceux qui avaient collaboré avec le régime nazi, comme Wernher von Braun, le père du missile balistique V2, membre du NSDAP et de la

SS, ne tombent aux mains de la justice internationale. C'est en partie grâce à l'avancée de ces experts dans le domaine des armes chimiques, de la conquête spatiale et des missiles balistiques que les États-Unis bénéficièrent d'une supériorité technologique pendant la guerre froide. Dans d'autres secteurs également de nombreuses innovations furent volées. Le Royaume-Uni ne se gêna pas non plus pour se servir. L'historien américain John Gimbel a estimé que les Américains et les Britanniques avaient ainsi subtilisé à l'Allemagne un patrimoine intellectuel d'une valeur de 10 milliards de dollars de l'époque, soit l'équivalent de 100 milliards de dollars aujourd'hui.

La France mena des opérations similaires avec des moyens plus limités. Plusieurs installations d'essais aéronautiques furent démontées en Allemagne et reconstruites en France, et des centaines de techniciens et ingénieurs allemands du Reich participèrent à la mise au point des premiers moteurs à réaction des avions de chasse, du premier Airbus, des premières fusées françaises et du premier hélicoptère de la future usine d'Eurocopter. Leur apport fut aussi notable dans le domaine des sous-marins, des torpilles, des radars, des obus, des moteurs de char et permit à la France de rattraper son retard et de réaliser de belles percées. Quant aux Soviétiques, en 1946, ils mirent des milliers d'experts allemands dans des trains avec leur famille pour les enrôler sans leur demander leur avis – dont l'assistant de Wernher von Braun. Ces derniers contribuèrent notamment à ouvrir la voie au lancement par l'URSS en octobre 1957 de *Sputnik*, le premier satellite artificiel.

La politique de dénazification menée par les Alliés fut discréditée par de telles dérives et d'autres conflits d'intérêts économiques et politiques, amplifiés par le

contexte de la guerre froide. Néanmoins, elle eut le mérite de jeter les premières bases d'une vague conscience des capacités de nuisance d'un régime comme le III^e Reich. Ainsi la sœur de mon père, née en 1936, me dit un jour qu'elle savait dès sa jeune adolescence que « les nazis avaient commis des crimes », que « c'était évoqué à l'école, et même dans les médias », où elle avait vu des photos de camps de concentration. Je fus étonnée car mon père, lui, qui est né en 1943, m'a toujours parlé d'une amnésie totale après la guerre. Puis j'ai réalisé que Magda était allée à l'école au moment où à Mannheim les Américains tentaient de « rééduquer » le peuple, alors que, lorsque mon père fut scolarisé, la parenthèse de la dénazification s'était refermée. À la fin des années quarante, les Alliés s'étaient désengagés de ce vaste chantier pour lequel ils manquaient de recul et de connaissances sur la complexité du régime nazi et l'étendue de ses crimes. Surtout, des puissances extérieures ne pouvaient pas faire le travail à la place des Allemands. C'était à eux de changer de mentalité et de prendre leur mémoire et leur destin démocratique en main. Il y avait de quoi être pessimiste.

II

Allemagne année zéro

Après la guerre, il n'était jamais question de politique dans la famille de mon père et, de manière générale, les discussions étaient rares à table : les enfants n'avaient le droit de parler que lorsqu'on leur donnait la parole, faute de quoi ils recevaient une raclée de la part de Karl, qui avait une conception très autoritaire de la paternité. Dans l'atmosphère apocalyptique de l'Allemagne d'après guerre, la priorité n'était pas de ressasser le passé, mais de rebondir rapidement, d'organiser une nouvelle vie. La famille Schwarz occupait un appartement de trois pièces au premier étage d'un petit immeuble locatif construit en 1902 par le père de ma grand-mère, un menuisier qui l'avait légué à sa fille en 1935, car elle était la seule survivante de sa fratrie de neuf enfants. Par miracle, l'immeuble, situé dans la Chamissostrasse, bien que sévèrement endommagé par les bombardements alliés, avait évité le pire, tandis que les bâtiments situés de l'autre côté de la rue avaient été réduits à un désert de ruines. « C'était un terrain d'aventures extraordinaire pour les enfants, on pouvait courir, sauter, escalader, se cacher et y découvrir des tas de trésors », raconte mon père.

Tout au long de la guerre, plus que n'importe quelle autre ville de la région, Mannheim et la ville adjacente Ludwigshafen, situées à la confluence du Rhin et du Neckar, avaient été visées par des raids – 304 au total – en raison de leurs infrastructures portuaires et de leurs centres industriels de construction de machines, d'électronique et de production chimique et pharmaceutique. Mais en réalité, comme pour nombre de leurs attaques aériennes, les Britanniques avaient aussi intentionnellement visé les habitations là où elles étaient les plus denses. Mannheim leur avait paru particulièrement adéquat pour expérimenter une méthode de bombardement baptisée « *carpet bombing* », ou tapis de bombes, dont l'objectif était, comme son nom l'indique, de raser une zone urbaine au point de lui donner l'apparence d'un tapis. La ville semblait idéale pour cette expérimentation à cause du découpage en carrés de son centre, qui permettait d'évaluer précisément l'impact des explosions grâce à des photographies aériennes. Heureusement pour mes grands-parents, leur immeuble était situé légèrement en retrait du centre-ville. Mais certaines bombes étaient si puissantes que la déflagration pouvait détériorer des habitations à plusieurs kilomètres à la ronde, des dommages que mon grand-père signalait scrupuleusement au fur et à mesure aux autorités allemandes pour obtenir réparation. Mon père et moi avons épluché ces dossiers, qu'Opa a soigneusement conservés toute sa vie à la cave, comme s'il craignait des années encore après la fin de la guerre qu'on vienne contester les pertes qu'il avait subies et qu'on exige de lui qu'il rembourse les indemnités. Après chaque raid, les autorités venaient constater les dégâts : « Par pression de l'air suite à des bombardements lors de l'attaque aérienne dans la nuit

du 5 au 6 août 1941, le bâtiment a subi des dommages au toit et aux fenêtres. Des murs et des plafonds ont été arrachés. Le sinistre a été constaté par un fonctionnaire du logement et un architecte. La somme de 4 841,83 Reichsmarks sera allouée. Par ailleurs, une compensation à hauteur de 340,67 RM a été accordée. » Le courrier des fonctionnaires du logement date du 15 mai 1943, c'est-à-dire deux ans et demi après le sinistre, mais surtout en pleine débâcle du Reich, et je trouve assez spectaculaire que malgré le contexte chaotique la bureaucratie allemande ait continué à fonctionner avec une telle précision.

L'attaque la plus dévastatrice fut celle de la nuit du 5 au 6 septembre 1943. En quelques heures, une flotte de 605 machines de la Royal Air Force lâcha 150 mines, 2 000 bombes explosives, 350 000 bombes incendiaires et 5 000 bombes au phosphore blanc. Les habitants se réfugièrent dans les quelque 152 bunkers gigantesques creusés dans les sous-sols qui permettaient d'abriter plus de 130 000 personnes. C'est grâce à cette infrastructure que le nombre de victimes civiles des bombardements put être limité à environ 1 800 morts à Mannheim, ce qui est peu vu l'ampleur des attaques. Lorsque les habitants sortirent tels des zombies de leurs cachettes souterraines, les rues n'étaient plus que poussière, ruines et flammes. 80 000 Mannheimer avaient perdu leur domicile. L'intégralité de la société de produits pétroliers de mon grand-père située près du port avait été réduite en cendres par le feu. L'immeuble de la Chamissostrasse avait également été touché, mais le bunker construit dans la cave pour servir de refuge aux résidents avait tenu bon. Il en reste d'ailleurs toujours la structure, de larges barres d'acier au plafond et une grosse porte blindée fermée hermétiquement, si

lourde que, petite, j'étais incapable de l'ouvrir seule pour aller chercher des confitures à la cave. C'est ma tante Magda qui, bien plus tard, m'apprit qu'au début de la guerre le NSDAP avait envoyé des hommes chez eux pour aménager leur sous-sol en bunker privé, ce qui était un privilège par rapport à ceux qui devaient rejoindre les abris communs répartis dans la ville.

Au moment du raid de septembre, comme beaucoup de femmes et d'enfants qui fuyaient l'intensification des bombardements en ville, ma grand-mère, Oma, avait déjà quitté Mannheim avec Magda, âgée 6 ans, et mon père nouveau-né. « C'était un enfant malade, il avait une bronchite et n'arrêtait pas de tousser, rapporte ma tante. Le docteur nous dit : "Avec toute cette poussière des ruines vous devez fuir la ville !" » Leur première étape fut dans l'Odenwald, une jolie région vallonnée juste derrière Mannheim. « Nous vivions chez deux vieilles filles, et elles n'en pouvaient plus du bébé qui hurlait. Alors elles dirent à ma mère : "Lydia, il faut que tu ailles ailleurs, c'est trop pour nous." » Leur périple les mena en Franconie, en Bavière, chez des parents de Karl Schwarz. « C'étaient des paysans pauvres qui avaient déjà trois enfants à nourrir. Nous vivions les uns sur les autres et, comme il n'y avait pas assez d'assiettes pour tout le monde, nous plongions directement nos cuillères dans une marmite posée au milieu de la table, je trouvais ça drôle. » Cela amusait beaucoup moins Oma, qui, ne supportant plus de s'imposer de la sorte, alla menacer le maire de la bourgade de « faire des bêtises » s'il ne lui trouvait pas un logement au plus vite. « J'étais avec elle et elle lui dit quelque chose d'affreux comme : "Je me pendrai, ou je me jetterai dans le fleuve avec mes

enfants” », se souvient ma tante. Un fermier leur proposa une chambre, en échange de quoi ma grand-mère devait durement travailler dans les champs par tous les temps et traire chaque jour les vaches. J’ai retrouvé des photos de cet exil qui dura deux ans. Magda avec ses deux nattes blondes, agile comme une gazelle dans les collines verdoyantes, et mon père, ses cheveux étincelants de blondeur portés comme un casque sur son visage poupin, qui crapahute devant un enclos d’oies et rit aux éclats. Parfois Opa apparaît sur ces clichés, mais il vint rarement les voir durant cette période.



Lorsque la guerre éclata en 1939, Karl Schwarz avait 36 ans et était théoriquement en âge d'être enrôlé, mais l'armée de métier suffisait pour soutenir l'effort de guerre du Reich d'autant plus que la fulgurance des victoires en Pologne, en Scandinavie, au Benelux et finalement en France en juin 1940 avait rendu inutile un renflouement des troupes. Le déclenchement de l'opération Barbarossa le 22 juin 1941 qui lança 3,3 millions de soldats de l'Axe à l'assaut de l'Union soviétique sur un front s'étendant de la mer Baltique aux Carpates – une ampleur sans précédent dans l'histoire militaire – changea la donne : plus le Reich s'enlisait dans cette guerre dévoreuse de soldats, plus les chances d'échapper au calvaire du front de l'Est s'amenuisaient.

Karl, un bon vivant qui n'avait aucune envie de jouer au petit soldat du régime nazi dans les steppes glaciales de Russie, devait désormais manœuvrer habilement s'il voulait se dérober, car sa carte du parti nazi n'était plus un atout suffisant. Il lui fallait convaincre les hautes instances de la nécessité absolue de sa présence à Mannheim pour faire tourner son affaire sans laquelle ses clients, privés de produits pétroliers, risquaient de cesser leurs activités essentielles au bon fonctionnement du Reich. Considérant la taille très modeste de sa société, le ralentissement de sa production pendant la guerre et le besoin pressant d'hommes sur le front, Karl Schwarz dut faire preuve d'un talent de persuasion hors du commun pour réussir à être exempté de l'obligation de servir dans la Wehrmacht. C'est probablement à ce moment-là qu'il eut l'idée d'ajouter l'armée à sa clientèle, en négociant sans doute un prix avantageux pour cette dernière. Il devenait ainsi utile à l'économie du Reich. Je dois au moins lui reconnaître un talent certain qui lui évita de servir de

chair à canon à une bande de criminels nazis mégalo-manes et suicidaires. C'est seulement récemment, en fouillant avec mon père dans ces sempiternels classeurs entassés à la cave, que le contexte de l'exemption d'Opa apparut sous une autre lumière. Dans une lettre datée du 4 mars 1946, son associé dans la société Schwarz & Co. Mineralölgesellschaft, Max Schmidt, accuse mon grand-père d'avoir informé les autorités nazies qu'il n'était pas membre du NSDAP, dans le seul but de le faire enrôler à sa place dans l'armée en 1943. « Vous m'avez dit à l'époque que ma non-appartenance au parti vous obligeait à me renvoyer à mes responsabilités militaires : cela n'est pas le produit de mon imagination, mais malheureusement la réalité, que, comme d'autres déclarations de votre part, vous refusez de voir en face aujourd'hui. » Et il ajoute : « Ce n'est pas volontairement que je suis devenu soldat. Cet enrôlement vous a donné la possibilité de prendre le contrôle de la société. [...] L'associé resté en activité n'a pas le droit de s'enrichir sur le dos de celui qui a été enrôlé. »

Lorsqu'il avait plaidé sa propre cause auprès des autorités, mon grand-père avait dû se douter que, s'il y avait une chance d'échapper à la Wehrmacht au motif que la société avait besoin d'un dirigeant, elle était soit pour lui, soit pour son associé, mais certainement pas pour les deux. Et c'est peut-être à ce moment-là qu'il avait glissé, juste en passant, que Max Schmidt n'avait pas la carte du parti, lui.

À partir du printemps 1943, Karl vivait seul puisque femme et enfants étaient partis à la campagne. Les soirées devaient être un peu tristes dans l'immeuble à moitié vide de la Chamissostrasse, dont les habitants étaient soit exilés



NORD COMPO
m u l t i m é d i a

Composition et mise en pages
Nord Compo à Villeneuve-d'Ascq

N° d'édition : L.01ELKN000686.N001
Dépôt légal : septembre 2017